

santé et travail

Développer le bien-être au travail

Pierre Angel, Patrick Amar, Marie-Josée Gava et Brigitte Vaudolon, Éditions Dunod, octobre 2005, 180 pages, 22,50 euros.

« **L'**activité professionnelle demeure un domaine essentiel d'investissement et de réalisation pour l'individu et un endroit où il peut trouver du plaisir », peut-on lire dans l'introduction de l'ouvrage. Celui-ci consacre une partie aux aspects psychologiques qui conditionnent le bien-être au travail et s'intéresse aux aspirations des salariés dans le nouvel environnement professionnel, la représentation et les fonctions du travail, les attentes et la qualité de vie au travail. En second lieu, il s'attache aux nombreuses difficultés que rencontrent les salariés, y compris la violence, il souligne les pathologies qu'ils peuvent développer et les comportements

addictifs qui peuvent en découler. Le chapitre suivant présente les différents acteurs de la prévention en entreprise, ainsi que le rôle des managers dans l'entreprise. La deuxième partie présente d'abord une réponse novatrice aux problèmes du mal-être en entreprise, appelée le programme d'aide aux employés – le PAE. Les auteurs indiquent ensuite les principaux objectifs, les domaines d'intervention, le fonctionnement ainsi que les bénéfices qu'il peut apporter, tout en indiquant ses limites. Le dernier chapitre, intitulé « PAE, mode d'emploi », permet de connaître les principales étapes pour mettre en place ce dispositif et l'appliquer avec un maximum d'efficacité.

expertise psychiatrique

L'expertise psychiatrique pénale

Michel David

Paris : L'Harmattan, novembre 2006, 237 pages, 21 euros.

Avec l'augmentation des connaissances, la mission d'expertise pénale s'est diversifiée dans ses formulations. Elle s'intéresse non seulement à l'état mental de la personne mise en examen, au temps de l'action, mais aussi à son devenir. Les experts psychiatriques, professionnels de santé les plus sollicités dans le procès pénal, se trouvent de plus en plus confrontés à des situations complexes, demandant une extrême vigilance pour reconnaître une vraie pathologie mentale d'une fausse, les conséquences étant déterminantes pour l'avenir du détenu dans l'organisation pénitentiaire. Cet ouvrage, après avoir

rappelé l'historique de l'expertise, la réglementation, les missions et les conséquences de l'expertise, aborde la problématique de l'expertise contemporaine et les questions éthiques qu'elle soulève.

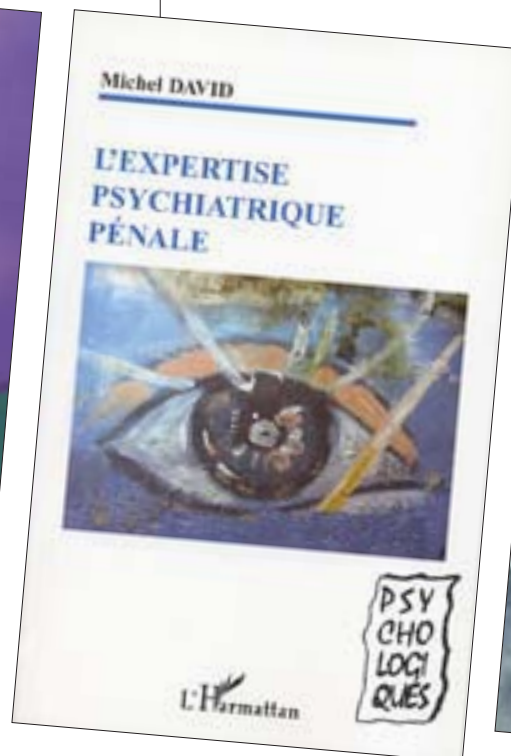
gynécologie

À l'écoute du corps et de la parole des femmes : la pratique quotidienne d'une gynécologue

Marie-Annick Rouméas

Éditions Yves Michel, novembre 2006, 223 pages, 16 euros.

L'auteur retrace sa vie et son expérience de médecin en gynécologie auprès de patientes dont les parcours social et culturel diffèrent profondément. Elle souligne l'importance de son rôle auprès des femmes de tout âge, non seulement au point de vue médical mais aussi en termes de conseil. En effet, pour l'auteur,



la pratique de la médecine gynécologique ne peut être associée uniquement à de la technique, mais doit être élargie à une médecine soignante humaine, prenant en compte les facteurs psychologique et affectif de la femme, pour instaurer un climat de confiance particulièrement important dans cette spécialité médicale.

Alzheimer

Accompagner les personnes atteintes de la maladie

d'Alzheimer : nouvelle donne

Fondation Médéric Alzheimer, *Guide repères pour les pratiques professionnelles*, novembre 2006, 168 pages, 15 euros.

Ce deuxième « Guide Repères » présente et analyse des actions qui peuvent servir de repères pour les acteurs institutionnels et de terrain engagés dans l'accompagnement des personnes atteintes

de la maladie d'Alzheimer. Ces actions menées en France et dans neuf pays étrangers permettent de mesurer les avancées constatées en termes de pratiques, de réflexion et de politiques, et reflètent l'émergence d'une nouvelle génération d'initiatives.

social

Le modèle social français : débat public

Marie Fontanel, Nicolas Grivel, Valérie Saintoyant, *Éditions Odile Jacob, La Documentation française*, janvier 2007, 181 pages, 10 euros.

Trois inspecteurs généraux des Affaires sociales (Igas) s'interrogent sur le modèle social français qui inclut la régulation du marché du travail et la protection sociale, auxquels peuvent être ajoutés d'autres volets : l'éducation, la formation... Ainsi, 129

réponses aux questions que peuvent se poser les Français sur des questions sociales (Combien coûte réellement une journée d'hôpital ? Pourquoi les comptes de la Sécurité sociale sont-ils toujours en déficit ?...) apportent au lecteur des éclairages sur le modèle social français, qui correspond en fait à un choix de modèle de société.

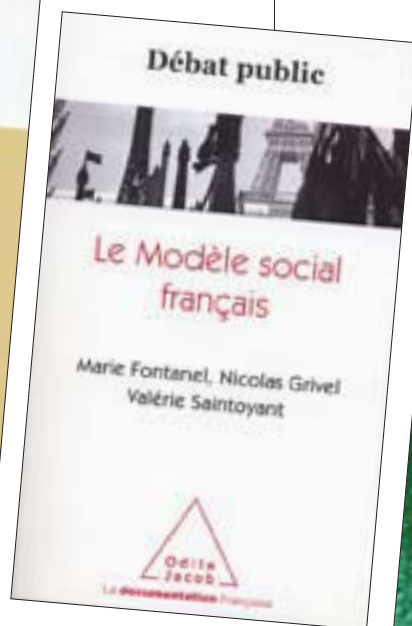
cancer

Baromètre cancer 2005

Sous la direction de Philippe Guilbert, Patrick Peretti-Watel, François Beck et Arnaud Gautier *Éditions INPES, Baromètres santé*, novembre 2006, 18 euros.

Dans le cadre de ses enquêtes sur le cancer, l'Institut national de prévention et d'éducation a réalisé une investigation spécifique sur les représentations et les connaissances de la population en matière de cancer. Cette enquête,

réalisée auprès de 4046 personnes âgées de 16 ans et plus, permet aux acteurs de prévention de mieux connaître et de prendre en compte les diverses opinions de la population sur le cancer, sa perception des risques face à la consommation du tabac, de l'alcool et à l'exposition au soleil. Une meilleure connaissance des comportements de la population permet également d'améliorer les pratiques de prévention comme celles du dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus, de la prostate et du colon. Cette enquête s'intéresse aussi aux représentations de la maladie et des soins. Si l'ensemble des personnes interrogées estiment qu'il y a eu de grands progrès médicaux réalisés dans ce domaine, elles sont nettement plus critiques sur le suivi des soins, estimant que les malades subissent des traitements prescrits par les médecins sans pouvoir donner leur avis.



observance thérapeutique

Clinique de l'observance : l'exemple des diabètes

Gérard Reach

John Libbey Eurotext, collection
Pathologie science formation,
février 2006, 188 pages, 30 euros.

Face aux soignants, il y a les soignés qui, par leurs capacités à se conformer aux recommandations médicales, sont également des acteurs de la santé publique. Cependant, il peut exister une absence de concordance entre les comportements des patients et les recommandations médicales : la non-observance thérapeutique. Celle-ci est fréquente, puisque moins d'un patient sur deux suit les recommandations qui lui ont été données. Face à ce problème, l'OMS déclare que « résoudre le problème de la non-observance thérapeutique serait plus efficace que l'avènement de n'importe quel nouveau progrès biomédical ». En effet, l'efficacité de la médecine ne peut jouer plei-

nement son rôle si l'observance thérapeutique (dépistage, consultation, traitement, posologie, modification alimentaire) n'est pas effective. Elle intéresse particulièrement les pathologies chroniques. Le but de cet ouvrage est de réaliser une étude clinique de la non-observance, en prenant les diabètes à titre d'exemple. Son objectif est de comprendre le phénomène en décrivant ses conséquences cliniques et économiques, et d'en dégager quelques pistes visant à améliorer la relation thérapeutique entre le médecin et le patient.

santé de la population

L'état de santé de la population en France en 2006 : indicateurs associés à la loi relative à la politique de santé publique

Drees, La Documentation française,
2007, 254 pages, 19 euros.

Ce rapport de la Drees présente, d'une part, une vision d'ensemble de l'état de santé des Français et des indicateurs

de santé transversaux, d'autre part, les objectifs associés à la loi relative à la politique de santé du 9 août 2004. Ainsi, 99 objectifs sont présentés sous forme de fiches synthétiques illustrées de graphiques et de tableaux. Ils concernent des problèmes de santé liés à la toxicomanie, au travail, à l'environnement, à la douleur, à la résistance aux antibiotiques, aux maladies infectieuses, respiratoires, digestives..., aux suicides, aux pathologies liées au sexe, à l'âge, aux conditions de vie, etc. Une cartographie commentée des indicateurs disponibles au niveau régional et regroupés par thème figure en annexe.

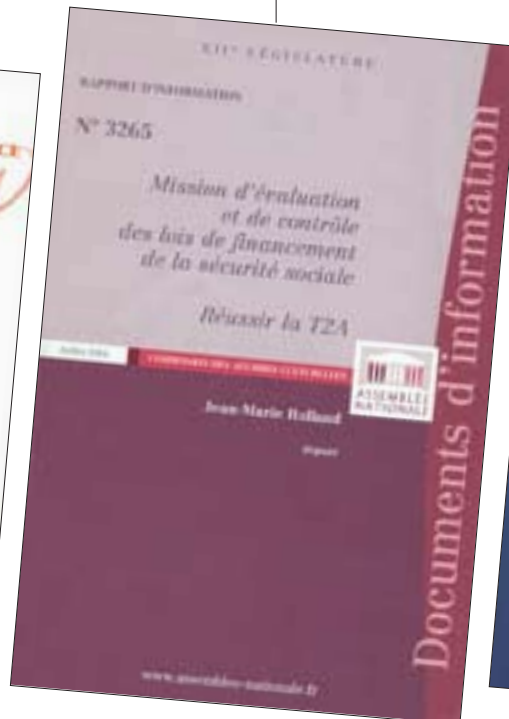
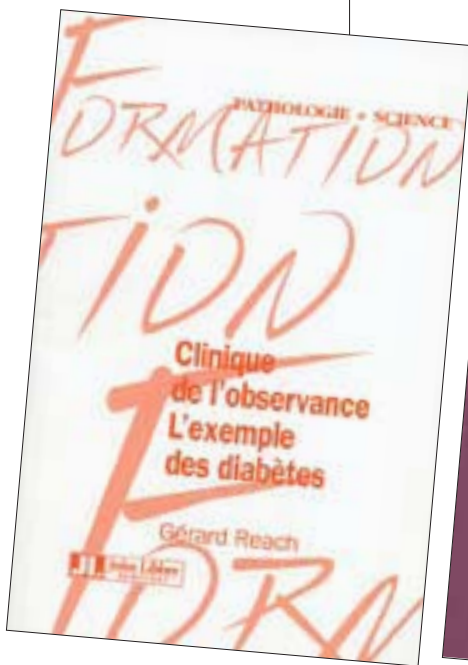
hôpital

La T2A

Jean-Marie Rolland
Assemblée nationale, Rapport
d'information n° 3265, Documents
d'information, juillet 2006, 143
pages, 9,50 euros.

La Mission d'évaluation et de contrôle des lois de finan-

cement de la Sécurité sociale, la MCESS, a procédé à une première évaluation de la réforme de la tarification à l'activité dans les établissements de santé (T2A), fixée par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2004. Après deux années d'application, la MCESS souligne l'importance de cette réforme, pas seulement financière, qui vise à améliorer le système hospitalier dans son ensemble. La T2A concerne non seulement les gestionnaires des établissements, mais aussi les personnels médicaux, qui doivent travailler ensemble pour établir un dialogue porteur de progrès dans l'efficacité de la gestion et de la qualité des soins. L'analyse des expériences étrangères a montré que l'impact de la T2A dépend du contexte préexistant à sa mise en œuvre et des mesures d'accompagnement visant à éviter que la recherche de la performance et de l'efficacité empiète sur la qualité et l'accessibilité des soins. Enfin, l'auteur propose une dizaine d'orientations pour assurer et réussir la T2A.



prévention de l'accident médical

De la sanction à la prévention de l'erreur médicale

Sous la direction de Georges David et Claude Sureau,

Rapports de l'Académie nationale de médecine, Éditions médicales internationales, novembre 2006, 137 pages, 28 euros.

Les auteurs de ce rapport présentent des propositions « pour une réduction des événements indésirables liés aux soins », résultant d'une étude basée sur la prévention, l'analyse des mécanismes à l'origine de l'accident et le changement de comportement des soignants. Longtemps l'erreur médicale a été exclusivement considérée sous l'angle judiciaire. Il n'en est plus de même aujourd'hui, avec la conception avant tout préventive de l'accident médical. Les risques peuvent être liés à des événements indésirables et il est reconnu, dans la loi relative aux droits des malades, que, indépendamment de toute faute, la com-

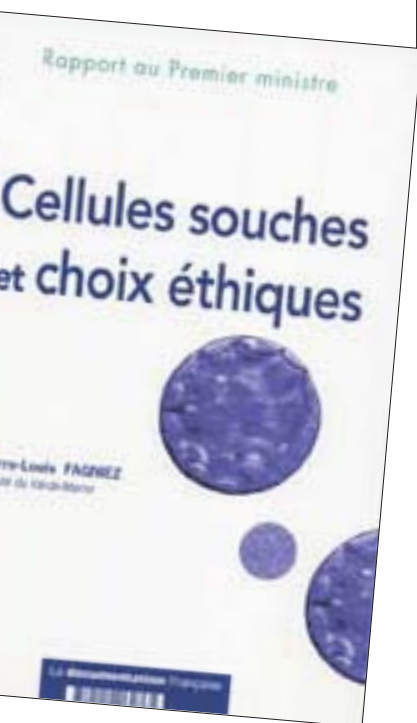
plexité des soins peut engendrer des effets non prévus et nocifs. Cet aspect doit être mis en évidence en même temps que la nécessité d'un changement de comportement des soignants dans leur responsabilité personnelle et collective.

éthique

Cellules souches et choix éthiques

Pierre-Louis Fagniez
Rapport au Premier ministre, La Documentation française, Collection des rapports officiels, novembre 2006, 267 pages, 20 euros.

La loi relative à la bioéthique du 6 août 2004 interdit les recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires humaines, excepté dans des conditions éthiques très strictes, susceptibles de permettre des progrès thérapeutiques majeurs. Ces mesures dérogatoires, adoptées pour une période de cinq années, devront être révisées en 2009. D'ici là, un état des lieux des avancées de la recherche sur les cellules souches adultes, embryonnaires et le clonage thérapeutique s'avère indispensable, en France, mais également au plan international, au vu des résultats scientifiques obtenus et des principes éthiques qui inspirent notre droit français. L'auteur présente, dans la première partie du rapport, les applications thérapeutiques en France et à l'étranger des cellules souches embryonnaires, les essais cliniques sur les cellules souches adultes et les avancées et les difficultés du clonage thérapeutique. La deuxième partie fait place au débat éthique et au choix des fondements juridiques pour l'avenir, et analyse les arguments scientifiques et éthiques relatifs à la constitution de clones à des fins thérapeutiques. La troisième partie porte sur une comparaison entre les systèmes juridiques en vigueur en France et à l'étranger, et le droit international existant.



Vaccinations

La Cnamts a lancé, le 15 novembre 2006, une nouvelle campagne d'incitation à la vaccination rougeole-oreillons-rubéole (ROR). En effet, les complications de ces maladies s'aggravent avec l'âge et peuvent devenir mortelles. Le seul moyen de les prévenir est la vaccination, prise en charge à 100 % et qui comprend deux injections (à 12 mois, puis entre 13 et 24 mois). La campagne destinée au grand public comprend des spots télé et radio, des encarts dans la presse écrite et une campagne web sur le site de l'assurance maladie.

www.ameli.fr

Établissement français du sang : rapport d'activité 2005

L'Établissement français du sang (EFS), créé le 1^{er} janvier 2000, doit faire face à une tendance qui se confirme depuis sa création : une demande accrue de prélèvements sanguins face à une légère baisse de donateurs. Ce rapport présente l'organisation interne de l'établissement, les actions, les projets (le projet informatique Safran) et les stratégies (coopération à l'étranger...) qu'il met en œuvre pour répondre aux évolutions de son fonctionnement. Il évoque aussi les recherches et les essais cliniques qui ont été menés en 2005.

www.efs.sante.fr

Les éléments de diagnostic sanitaire en Ile-de-France

L'édition 2006 des Éléments de diagnostic sanitaire de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de l'Ile-de-France (Urcamif) s'enrichit d'une étude des dynamiques de rencontres entre patients et professionnels de santé. L'Ile-de-France n'étant pas un territoire homogène, l'analyse géographique permet d'appréhender les variations des pratiques de recours aux soins d'un territoire à l'autre, et d'approfondir le lien entre le recours aux soins et les acteurs concernés, en mesurant les premiers effets de la généralisation du médecin traitant. Des tableaux, des graphiques et des cartes illustrent la variabilité et la densité de l'activité des professionnels de santé, ainsi que le recours aux soins des patients selon les cantons. Un CD-Rom permet de retrouver l'intégralité des résultats de cette étude.

Les éléments de diagnostic sanitaire sont consultables sur le site de l'Urcam : www.urcamif.assurance-maladie.fr